



L'Union des paysans fribourgeois se mobilise contre les initiatives dites phytosanitaires

Paysans fribourgeois en campagne



« CHARLES GRANDJEAN

Votations » Un mot de bienvenue en patois adressé par le propriétaire des lieux vêtu d'un bredzon. Puis un passage de calèche tirée par des chevaux et un cortège de vaches. Malgré les apparences, ce n'est pas à une répétition générale de la traditionnelle désalpe que les médias avaient été conviés hier sur le domaine de la famille de Christian Charrière, à Charmey, mais bien à une conférence de presse du comité du Sud fribourgeois 2 × non aux initiatives «Pour une eau potable propre» et «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse».

À l'invitation du comité, plusieurs orateurs se sont succédé pour partager craintes et griefs envers les deux initiatives qu'ils jugent «extrêmes» et «dogmatiques».

Menaces sur l'emploi

«D'innombrables postes de travail sont en jeu dans notre région», redoute Fritz Glauser, président de l'Union des paysans fribourgeois (UPF). «Ces initiatives exposeront nos exploitations agricoles et notre industrie de transformation à des risques inutiles. À plus forte raison dans notre canton où la filière agroalimentaire touche environ 20% des emplois», a renchéri le conseiller d'Etat Oli-

vier Curty. «Comme directeur de l'économie, c'est un risque que je ne peux pas accepter.»

Plusieurs agriculteurs craignent en effet pour la viabilité de leur exploitation, en raison notamment de l'initiative sur l'eau potable qui pose la contrainte d'affourager son bétail avec du fourrage issu de sa propre exploitation pour obtenir des subventions fédérales. Une condition qui mettrait en péril la tradition de l'alpage, selon le président de la Société fribourgeoise d'économie alpestre, Henri Buchs, qui a donné l'exemple d'alpages dépendants de bétail et de fourrage d'autres exploitations. Cette question du fourrage préoccupe aussi Karin Liaudat. «En cas d'acceptation, nous ne serons plus en mesure de produire notre propre alimentation pour les poules», a lancé cette agricultrice bio à Châtel-Saint-Denis, dont l'exploitation recourt à quelque 100 tonnes d'aliments par an issus du moulin de Flamatt pour

«D'innombrables postes de travail sont en jeu dans notre région»

Fritz Glauser

ses 2000 poules. Inenvisageable pour elle et son époux de cultiver eux-mêmes des céréales en raison de la situation du domaine à 860 mètres d'altitude. Sans compter qu'ils n'ont pas les hectares nécessaires.

L'initiative mettrait également en danger la filière su-

crière, «alors que le canton lutte pour la préserver», a poursuivi

le conseiller d'Etat Didier Castella, qui a évoqué aussi le danger pour le colza indigène, qui est «une alternative aujourd'hui à l'huile de palme». Se penchant sur l'initiative pour une Suisse libre de pesticides de synthèse, le directeur de l'Agriculture a estimé que celle-ci offrait «une vision dogmatique de la réalité, car même l'agriculture biologique utilise des produits synthétiques». Et de craindre que ses effets engendrent une importation des denrées. «Au détriment de qui? de quelles populations?» a-t-il lancé. «Nous n'avons aucune maîtrise de la qualité et du mode de production à l'étranger», a pointé à ce propos Murielle Chassot, présidente de l'Association fribourgeoise des paysannes. Baptiste Chassot a pour sa part expliqué le défi pour lui de produire son quinoa garanti sans pesticides. Même en réduisant au minimum leur usage, cet agriculteur à Villargiroud avoue devoir toutefois utiliser un pesticide tous les trois ans pour les autres cultures de son domaine.

Efforts en cours

«Réduire le recours aux produits phytosanitaires est nécessaire, et personne ne le remet en cause», a pour sa part appuyé le conseiller d'Etat Didier Castella, déplorant une «méconnaissance de la réalité du terrain» de la part des initiants. Le directeur de l'Agriculture a insisté sur les mesures déjà prises par l'Etat et qui iraient dans ce sens. Il a cité le projet

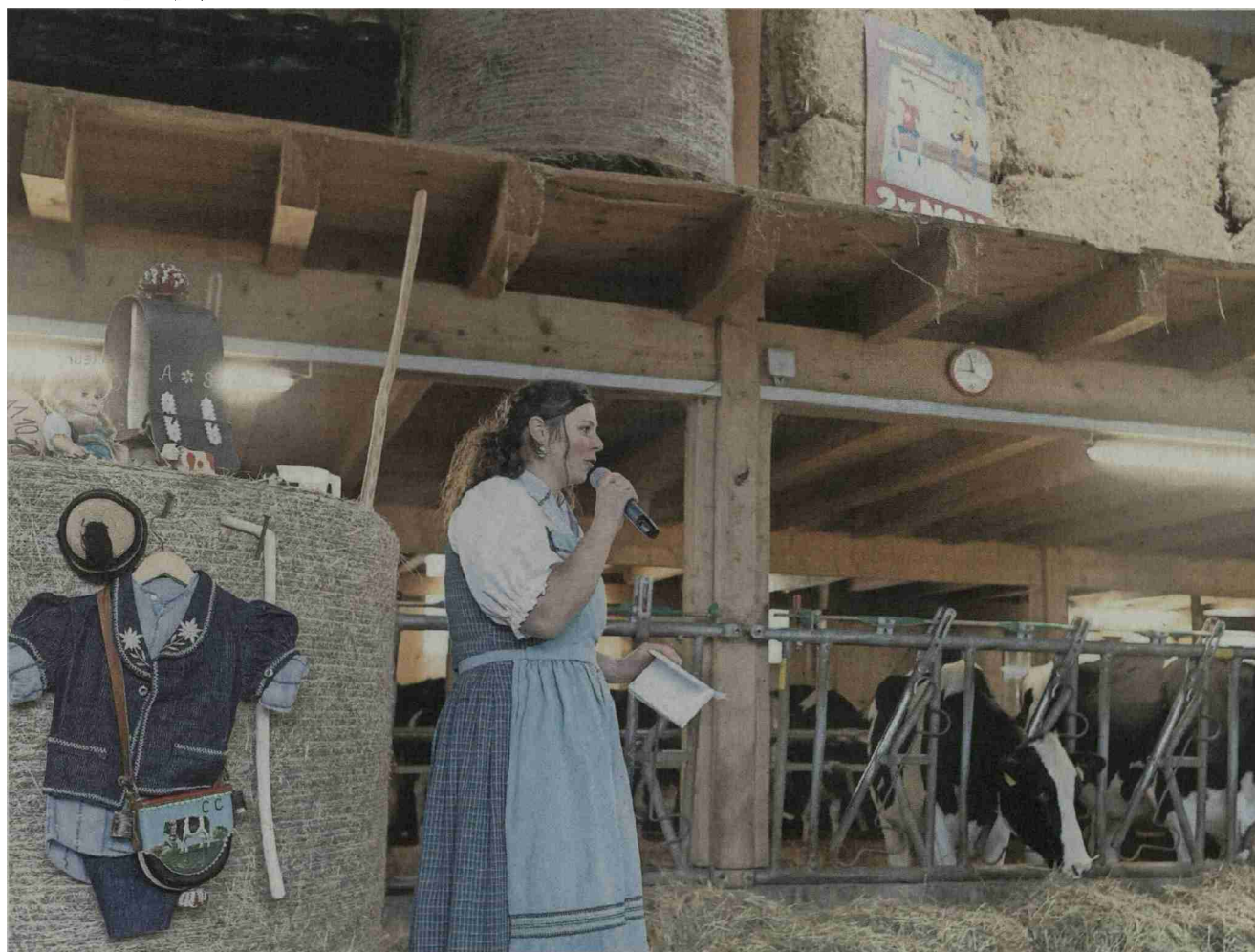


pilote Relait pour la réduction des antibiotiques dans la production laitière, qui «rencontre un grand succès auprès des agriculteurs». Autre indicateur mis en avant: l'augmentation de 75% en dix ans du nombre de fermes bio dans le canton, passant de 130 en 2011 à 228 actuellement. Didier Castella a aussi évoqué la préparation en cours d'un plan phytosanitaire

canton, lié à la récente mise en consultation du plan fédéral (*La Liberté* du 29 avril).

«Le virage vers une agriculture plus écologique est largement amorcé», a encore déclaré son collègue Olivier Curty. Le directeur de l'Economie a mentionné la stratégie agroalimentaire du canton: «L'un des axes est le *smart farming* qui permettra d'augmenter l'effi-

cience de la production tout en réduisant l'emploi d'antibiotiques et de pesticides.» Puis d'illustrer par un projet pilote collaboratif autour de l'analyse de données recueillies par des senseurs connectés dans les champs. Autre exemple: une start-up établie à Saint-Aubin qui utilise des abeilles «comme distributrices de fongicides biodégradables». »



Présidente de l'Association fribourgeoise des paysannes, Murielle Chassot a partagé sa crainte d'une hausse des importations en cas de oui aux initiatives phytosanitaires sur lesquelles le peuple suisse votera le 13 juin. Charly Rappo



La Liberté
1700 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch/

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 36'282
Parution: 6x/semaine



Page: 14
Surface: 85'394 mm²



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

WWW.FR.CH

Ordre: 1088138 Référence: 80572097
N° de thème: 999.080 Coupure Page: 3/3

DES AGRICULTEURS SE DISENT FAVORABLES AUX DEUX INITIATIVES

A la ferme bio de La Faye, à Granges-Paccot, on soutient les deux initiatives dites phytosanitaires. «Nous nous rendons compte que ces initiatives vont loin. Nous aussi nous aurions moins de bêtes en cas d'acceptation», reconnaît d'emblée Ruth Schmid-Kohli. Elle et son époux élèvent 25 vaches allaitantes pour la viande et cultivent des céréales sur 35 ha. Pour eux, le monde agricole doit se restructurer face aux urgences de l'effondrement de la biodiversité et la pollution de l'eau potable. Des enjeux qu'ils jugent plus sérieux qu'une baisse de la production indigène ou que le spectre d'une hausse d'importations de produits alimentaires de moindre qualité. Le couple suggère à ce propos de diminuer le gaspillage alimentaire ou la consommation de protéines animales. «Nous ne devons pas nous reposer sur nos lauriers, ajoute Christoph Schmid-Kohli. Les pays voisins évoluent également sur ces questions. Le débat sur l'interdiction du glyphosate nous vient par exemple de l'Union européenne.» S'ils reconnaissent la faiblesse du texte de l'initiative sur l'eau propre, la discussion ne doit pas se focaliser sur un seul point, estiment-ils. «L'initiative prévoit dix ans pour la mise en œuvre. Ce délai est suffisant pour trouver un moyen responsable et supportable pour l'appliquer», relativise Christoph Schmid-Kohli, pour qui fertilité des sols, protection de l'eau potable ainsi que préservation de l'environnement doivent être une priorité absolue. CG